



Coups d'état et multinationales : Moderna et Pfizer n'offrent aucun remède à ces maux

Par [Maryse Laurence Lewis](#)

Mondialisation.ca, 25 janvier 2021

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Services de renseignements](#), [Transnationales](#)

Lorsqu'on se renseigne, à des sources plus variées qu'aux seuls médias tributaires d'entreprises privées, on sait que la plupart des interventions militaires servent à s'accaparer des richesses naturelles et des infrastructures de contrées jusque-là indépendantes. Le Coup d'État contre Jacobo Arbenz, au Guatemala, servit à restituer à la *United Fruit* son monopole sur les voies de chemin de fer et les plantations. La destitution de Lugo, élu par 98% des Paraguayens, fit espérer à Río Tinto Alcan un forfait hydroélectrique, plus avantageux pour la firme que pour le pays, tout en redonnant aux multinationales les meilleures terres agricoles. L'éviction d'Evo Morales, en Bolivie, entrouvrit les mines de lithium à la famille Trump-Kushner et Bill Gates. ¹

À l'inverse, la nationalisation du pétrole, au Venezuela, fit jaillir une propagande de diffamation contre Hugo Chávez et Nicolás Maduro, puisqu'elle finance les soins de santé de toute la population, au détriment de l'oligarchie. Personne ne se surprend d'une ingérence stimulée par l'or noir. On imagine moins l'influence de groupes humanitaires. Quoi qu'il en soit, l'Argentine nous en fournit deux exemples irréfutables.



Cette photo a été prise par Enrique Deza, en août 2008, lorsque lui et moi avons assisté au procès de deux responsables de répression militaire.

Le néocolonialisme des multinationales

Savoir qu'un laboratoire déclare 53 milliards de dollars étatsuniens, en une année, peut être considéré acceptable par bien des gens. Qu'une entreprise assure que nous sommes en pleine pandémie et demande un accès à la mer, un droit de pêche, et le contrôle des glaciers de Patagonie, en échange d'une livraison de doses anti-Covid – en plus de recevoir le paiement des remèdes! –, ce fait n'est-il pas assez explicite *pour que l'on doute des intentions humanistes des promoteurs de vaccins?* ²

Comment remédier aux maux provoqués par les entreprises pharmaceutiques

En 1955, un Coup d'État mit fin au gouvernement de Juan Perón. En 1957, aucune évaluation n'était requise, en Argentine, lorsqu'on élaborait un remède. En 1959, toute législation à ce sujet s'était dissipée. Ce n'est qu'au retour d'un gouvernement peu apprécié des militaires, sous la Présidence du médecin Arturo Illia, qu'on adopta des normes visant à rendre accessibles les médicaments et à en garantir l'efficacité. Le Ministre de l'Assistance sociale et Santé Publique, Arturo Oñativia, conçut une loi dont les dirigeants de ce monde devraient s'inspirer. Car rien, depuis, n'a été planifié pour que la cupidité cesse de prévaloir sur les soins de santé.

- La loi 16.462 fut publiée en août 1964. Elle allait permettre la réduction des prix de vente et assurer des normes d'élaboration adéquates, tout en régulant celles liées à l'importation et l'exportation. On y fixait même les marges de profits licites, en corrélation avec les coûts de production!
- On répertoria 825 laboratoires médicaux, dont l'ensemble enregistré plus de 33,000 remèdes... Une étude démontra que les coûts des matières premières

s'avéraient bien inférieur au budget investit dans la publicité.

- Des spécialistes prouvèrent, par l'étude de plus de 20,000 médicaments, que beaucoup d'entre eux manquaient des substances qu'ils prétendaient contenir, ou les recélaient dans des proportions moindre que celles mentionnées dans les documents. Suite à l'analyse des composants, plus de 10,000 remèdes *sans effets médicaux* furent retirés des pharmacies!
- On s'aperçut que les grands laboratoires doublaient leurs livres de compte, ce qui facilitait l'exagération des coûts pour maximiser les profits. L'équipe signala que, mise à part quelques exceptions d'honnêtes fabricants, cette politique laxiste fut impulsée à des fins spéculatives, aucunement par nécessité ou manque de financement.
- Oñativia espérait que les médicaments soient considérés comme « des biens d'intérêts sociaux » et, en cas d'urgence sanitaire, que le profit ne puisse primer sur le droit à la vie. Le Sénat national, contrôlé par des opposants au gouvernement d'Arturo Illia, rejeta cette mention et la fixation d'un prix uniformisé des produits entre les firmes.
- On définit une limite aux coûts alloués à la publicité. Tous les laboratoires pharmaceutiques eurent l'obligation de présenter une déclaration jurée, par laquelle ils acceptaient la nouvelle législation. On donna six mois aux grandes entreprises pour présenter cette déclaration, relative aux coûts et à la qualité des médicaments, en maintenant, durant ce délai, un gel des prix de vente. Aucune firme étrangère ne présenta cette déclaration.

Les grands laboratoires, surtout européens et particulièrement suisses, prétendirent qu'eux seuls possédaient des experts capables de réaliser les contrôles! À ce refus, s'ajouta la rage de magnats étatsuniens : le gouvernement d'Illia annulait les concessions pétrolières que l'ex-président Frondizi *leur avait accordé par décret, sans médiation parlementaire*. La volonté d'annuler ces contrats apparaissait dans le programme politique du Parti Démocratique Chrétien, du Parti Socialiste argentin. D'autres proposaient une renégociation ou de s'en remettre à une décision du Congrès. Même le Parti Civique Radical Intransigeant, de Frondizi, en souhaitait l'abrogation!

L'année suivante, la Suisse, forte de l'appui externe des États-Unis, s'opposa au refinancement de la dette extérieure de l'Argentine par le Club de Paris. Le 29 mai 1966, le général Pistarini, lors d'une cérémonie à laquelle assistait le Président Illia, fit un discours venimeux, antigouvernemental, en vue de provoquer un acte d'autorité présidentiel, une quelconque mesure qui justifierait une rébellion. Mais Illia ne fit rien de ce genre.

La presse officielle, comme d'habitude, défendait l'oligarchie et les intérêts des multinationales, tout en diffamant Arturo Illia. On prépara donc la population à une intervention forcée. Le coup d'État eut lieu le 26 juin 1966. Il est incontestable que la législation en faveur de la santé publique fut un des motifs de ce renversement de pouvoir. Illia fut remplacé par le militaire Juan Carlos Onganía. Les lois d'Oñativia disparurent et les grandes entreprises purent à nouveau agir en deça d'une éthique minimale.³

Les antécédents

Peu après la guerre de 1914-18, on créa un premier Institut bactériologique. Les chercheurs recevaient des abattoirs municipaux les glandes servant à fabriquer du sérum et des vaccins. Avant 1914, la seule économie lucrative des États-Unis s'avérait la vente

d'appareils réfrigérants. Dans les années 1920, leurs activités économiques se diversifièrent et, très vite, ce pays et l'Allemagne acquirent le rôle de meneurs de l'industrie pharmaceutique au niveau mondial.

Pfizer : plus que du bonbon pour *sugar dady*!

En 1849, à New-York, l'association du chimiste d'origine allemande, Karl Pfizer et de son cousin Karl Erhart, un confiseur, donna une friandise un tantinet amère, à propriétés vermifuges. En 1990, la même entreprise fit fortune avec... le Viagra!

- ▶ Depuis, des fusions avec les laboratoires Warner-Lambert en l'an 2000, Pharmacia en 2003, et Wyeth en 2009, accentuent la puissance de Pfizer, dans plus de 150 pays.
- ▶ Ses chiffres d'affaires s'évaluaient à 53,6 milliards de dollars étatsuniens, en 2018;
- ▶ À 28,3 milliards \$ hors des États-Unis.
- ▶ Ses investissements en recherche et développement atteignaient 8 milliards;
- ▶ Ses dépenses en publicité s'estimaient à 3,1 milliards.
- ▶ Le Viagra à lui seul rapporta 636 millions de dollars cette année là. ⁴

Et c'est cette firme qui, en pleine pandémie, [pense à insérer une clause lui donnant accès à la mer et à un site touristique lucratif de Patagonie](#). A-t-on intégré de telles demandes dans d'autres contrats d'achats de vaccins? Les négociations étant secrètes, qui peut nous garantir que ce n'est pas le cas ailleurs qu'en Argentine, exigé par d'autres laboratoires?

Suivons l'exemple de la seconde guerre mondiale en matière de réparation

À la fin de la guerre de 1939-45, l'Allemagne étant en ruine et l'Europe plutôt détruite, ce sont en partie les pharmaceutiques Bayer, BASF et Hoechst qui contribuèrent à l'indemnisation des victimes soumises au travail forcé sous régime nazi.

La surenchère du H5N1 et du H1N1 permit à des politiciens, comme l'ancien Ministre de la Défense, Donald Rumsfeld, de s'enrichir grâce à l'inefficace vaccin *Tamiflu*®, concocté par l'entreprise *Gilead Science*, revendu au laboratoire suisse Roche. Sachant, de manière indéniable, que les entreprises pharmaceutiques encaissent actuellement des profits exorbitants, en se prévalant d'une pandémie, la Cour Internationale de Justice devrait les contraindre à respecter une éthique professionnelle, en obligeant les firmes des États-Unis, d'Allemagne et de Suisse, notamment, à payer les dommages encourus par la panique générée par la Covid-19.

Cette demande serait opportune, car :

- ▶ La promotion d'une vaccination massive leur permet de s'enrichir, tout en ruinant, *sans aucune justification*, l'économie de nombreux pays.
- ▶ On aggrave la santé de centaines de milliers de patients, dont on reporte les opérations.
- ▶ On pousse à la faillite des petites et moyennes entreprises.

- ▶ On accule au chômage des travailleurs.
- ▶ On s’octroie le mandat de dominer la politique des États, restreindre la liberté des citoyens et les droits humains.

Si une municipalité s’arroge le droit de donner des amendes de 1,500 dollars canadiens à des gens qui manifestent contre une vaccination obligatoire, il serait bien temps que l’on redonne à la médecine et à la pharmaceutique leur vocation humanitaire, en les obligeant à cesser leur mutation en monopoles privés et exploiters de la santé publique.

Ce que prévoyait les lois 16.462 et 16.643 d’Arturo Oñativia

- ▶ En cas d’encaissement de gains excessifs non justifiés, l’entreprise se verrait attribuer une amende.
- ▶ Lors de profits allant jusqu’à cinq fois le gain licite, on procéderait à la fermeture temporaire ou définitive du laboratoire; à l’interdiction de vendre les produits en infraction.
- ▶ Provoquer une fausse augmentation des coûts de fabrication ou une fausse pénurie de remèdes, par négociation avec d’autres producteurs, pouvait mener à une peine de prison.
- ▶ Les amendes recueillies alimenteraient le Fonds National de la Santé.
- ▶ On ne construirait pas de nouveaux laboratoires dont les activités se limitent à envaser les préparations élaborées par un tiers, sans concocter par eux-mêmes de remèdes,
- ▶ Les contenants devaient enfin mentionner les minimum et maximum de substances contenues, indiquer la date de péremption et les effets secondaires potentiels, d’après lesquels l’item serait offert en vente libre ou sous prescription.
- ▶ On prévoyait un réajustement des normes émises après cinq ans. ³

Maryse Laurence Lewis

Références :

1. J’ai collaboré pendant six ans à l’organisme de coopération Projet Accompagnement Québec-Guatemala. J’ai vécu en Argentine et assisté, en tant qu’unique journaliste étrangère, au procès du général Luciano Menéndez, chef du 3e corps d’armée, le plus haut responsable de la répression durant la dictature militaire, et du général-sénateur Antonio Bussi, dirigeant un Centre de détention clandestin, tous les deux condamnés pour crime contre l’humanité en août 2008.

À propos du Guatemala :

<https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/53273/coup-d-etat-1954-guatemala-cia-united-fruit-company-mylene-desautels>

1. À propos des dictatures et la mention des contrats pétroliers par le Président Frondizi :

https://www.monde-diplomatique.fr/1959/02/GRIGNON_DUMOULIN/22919

<https://www.monde-diplomatique.fr/2001/05/ABRAMOVICI/1729>

1. À propos de la destitution de Fernando Lugo et de Río Tinto Alcan :

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/354289/un-coup-d-etat-parlementaire>

<https://cadtm.org/Paraguay-la-multinationale-Rio>

<http://www.cadtm.org/Rio-Tinto-Alcan-et-le-coup-d-Etat>

2. Les clauses du contrat entre Pfizer et l'Argentine :

Déclaration du médecin Jorge Rachid : *La demande occultée expliquant le retard de l'accord entre l'Argentine et Pfizer :*

<https://sinmordaza.com/noticia/163894-el-pedido-oculto-detras-del-retrazo-acerca-del-acuerdo-entre-argentina-y-pfizer.html>

<https://www.mondialisation.ca/largentine-annulera-t-elle-son-contrat-avec-pfizer-la-societe-pfizer-inclus-dans-le-contrat-la-demande-dacces-aux-glaciers-et-a-la-mer-en-plus-du-couts-payes-par-letat-pour-5652352>

3. Les deux lois sur les médicaments :

<https://redbioetica.com.ar/ley-onativia-medicamentos/>

https://cyt-ar.com.ar/cyt-ar/index.php/Ley_Oñativia

<https://revistamestiza.unaj.edu.ar/arturo-onativia-y-la-ley-de-medicamentos/>

4. Les statistiques financières de l'entreprise Pfizer :

<https://fr.statista.com/themes/5503/pfizer/>

N.B. Pour des informations sur le traitement international des dettes, inscrivez :

club_de_Paris.pdf (et vous pourrez télécharger un document à ce sujet)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Maryse Laurence Lewis](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : [Maryse Laurence Lewis](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca